



Romainville, le 16 août 2022

Madame DEROUICHE Hafida
15 rue Denis Couturier
93100 MONTREUIL

ARRÊTÉ n°A_2022_0524 URBA

PORTANT SUR UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

RAR : 1A 188 751 7610 2

Dossier numéro	: PC 093063 22 B0030
Déposé le	: 13/07/2022
Avis de dépôt affiché le	: 18/07/2022
Demandeur	: Madame DEROUICHE Hafida 15 rue Denis Couturier 93100 MONTREUIL
Lieu des travaux	: 54 rue Mirabeau
Destination des travaux	: Habitation
Nature des travaux	: Construction d'une maison individuelle d'un étage avec sous-sol

Direction Aménagement – Service Urbanisme - VP

Dossier suivi par : Matthieu GARDE, Instructeur du Droit des Sols ☎ 01.49.20.93.62

Le Maire de Romainville,

VU la demande de Permis de Construire susvisée,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, et R.421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal d'Est-Ensemble approuvé par délibération du Conseil de Territoire d'Est-Ensemble en date du 4 février 2020, modifié le 29 juin 2021 et le 24 mai 2022, devenu exécutoire le 20 juillet 2022,

VU le certificat d'urbanisme n° CU 093063 22B0191 délivré le 27 juin 2022 sur la parcelle AL 108 (54 rue Mirabeau),

VU l'avis émis par ENEDIS le 28 juillet 2022, dont copie ci-jointe,

VU l'avis réputé favorable en l'absence de réponse émise par la Direction des Services Techniques Communaux, à la demande d'avis du 15 juillet 2022, reçue le 15 juillet 2022,

VU l'avis favorable avec prescriptions émis par la Direction de l'Assainissement de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble le 29 juillet 2022, dont copie ci-jointe,

CONSIDERANT que la surface de plancher créée à l'occasion du présent projet est de 146,80 m², portant la Surface de Plancher totale à 166,80 m²

CONSIDERANT que le nombre de logement(s) est de 1,

CONSIDERANT que le projet est conforme aux dispositions d'urbanisme applicables en vigueur,

ARRETE

La demande de Permis de Construire susvisée est accordée sous réserves du respect des prescriptions des services extérieurs consultés, notamment la Direction de l'Assainissement de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble dans son avis ci-joint.

Le présent arrêté n'accorde aucune dérogation ni adaptation mineure au PLUi.

Le pétitionnaire sera redevable du paiement des différentes impositions liées au Permis de Construire.

La puissance de raccordement sur lequel ce dossier a été instruit auprès d'ENEDIS se base sur une puissance par défaut de 12 kVA monophasé.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le pétitionnaire devra déposer auprès des Services Techniques Communaux, une demande de Permission de Voirie pour toute occupation du domaine public (échafaudage, benne, accès chantier, etc.) et/ou déplacement du mobilier urbain et payer la taxe afférente.

Durant le chantier, la voirie avoisinante ainsi que la chaussée devront rester propres, à charge pour le demandeur et son entrepreneur de prendre les précautions nécessaires (aire de lavage, passage régulier d'une balayeuse de voirie).

Les parties de voies publiques détériorées lors du chantier devront être remises en état par le pétitionnaire, en préalable de l'achèvement des travaux objet du présent Permis de Construire.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivants :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué, dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit, vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne, que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive, alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté (**15 rue Carnot – 93230 Romainville**). L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Au cas où le permis de construire vaut permis de démolir, l'affichage doit en faire expressément mention.

DECLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER ET DECLARATION ATTESTANT L'ACHEVEMENT ET LA CONFORMITE DES TRAVAUX

- 1) « Lors de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire du permis de construire ou d'aménager adresse au Maire de la commune une Déclaration d'Ouverture de Chantier en trois exemplaires » (article R.424-16 du Code de l'Urbanisme).
- 2) A la fin du chantier : « la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux est signée par le bénéficiaire du permis de construire ou d'aménager ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable (...); elle est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au Maire de la commune ou déposée contre décharge à la mairie ». (article R.462-1 du Code de l'Urbanisme).

DUREE DE VALIDITE

L'autorisation est périmée, si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée sur demande, présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité, si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au Maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement, etc.) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du Code des Assurances.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir, d'un recours gracieux, l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'Urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux, qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers, à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain, conformément aux dispositions ci-dessus.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig 93 558 Montreuil Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et/ou notification.